



RESEARCH PROGRAM ON
**Climate Change,
Agriculture and
Food Security**



Photo: P. Casier (CGIAR)

Promouvoir une agriculture intelligente face au climat : Agir ensemble, pour faire la différence.

En Afrique de l'Ouest, les changements climatiques font peser des menaces additionnelles sur le quotidien déjà précaire des populations. Pour atténuer l'impact de ces changements et assurer la sécurité alimentaire des populations de la sous-région, le renforcement du dialogue entre acteurs clés permettrait de faire la différence.

Selon les projections du GIEC, dans 7 ans, près de 75 à 250 millions d'Africains pourraient manquer d'eau en raison des changements climatiques. Ce stress hydrique compromettrait irrémédiablement l'accroissement de la production agricole du continent, ce qui nous plongerait dans une crise alimentaire.

Assurer durablement la sécurité alimentaire de millions d'individus dans un contexte de variabilité et de changement climatique constitue l'un des principaux défis du 21^{ème} siècle, et tout le monde s'accorde désormais pour affirmer que les réponses sporadiques ne suffisent plus. C'est en s'alliant les uns aux autres pour changer les mentalités et profiter des connaissances et expériences de chacun que nous parviendrons à changer le cours des choses.

Aujourd'hui, décideurs politiques, agroindustriels, chercheurs, vulgarisateurs, paysans, société civile..., tous cherchent ensemble à changer les mentalités pour proposer une nouvelle forme d'agriculture plus productive et résiliente face au climat tout en réduisant durablement les émissions de gaz à effet de serre.

À travers son programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS), le CGIAR et ses partenaires souhaitent renforcer le dialogue pour l'identification de politiques et stratégies favorables à l'émergence d'une agriculture intelligente face au climat*.

En instaurant une dynamique proactive, le programme CCAFS et ses partenaires en Afrique de l'Ouest s'investiront sur les axes prioritaires suivants :

- l'implication et la prise en compte des besoins des producteurs par la recherche, et ce à travers une démarche participative et la capitalisation de pratiques et savoirs locaux ;
- L'élaboration de politiques et plans de développement du secteur agricole qui intègrent les recommandations du monde scientifique pour une prise en compte durable des dimensions sociale, économique et environnementale dans le contexte du changement climatique.
- Le financement des actions d'adaptation et d'atténuation dans le cadre plus élargi du développement de politiques agricoles nationales et régionales (PANAs, PNIA, PRIAs, ECOWAP, PAU...).

Le programme CCAFS entend, pour les 10 années à venir, s'appuyer sur les synergies et interactions possibles entre décideurs politiques, secteur privé, producteurs, chercheurs, vulgarisateurs et membres de la société civile pour promouvoir une nouvelle forme d'agriculture à même de soutenir durablement une sécurité alimentaire, une amélioration des moyens de subsistance et une meilleure gestion de l'environnement face au changement climatique.

** Terme introduit par la FAO en 2010.*

Le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) vise à promouvoir un monde en sécurité alimentaire à travers la mise à disposition d'initiatives fondées sur des connaissances scientifiques à même de soutenir une agriculture durable et d'améliorer les moyens de subsistance tout en permettant de s'adapter au changement climatique et de conserver les ressources naturelles et les services environnementaux. En Afrique de l'Ouest, le programme CCAFS oeuvre dans 5 pays pilotes : Le Burkina-Faso, le Ghana, le Mali, le Niger, le Sénégal.

Liens entre chercheurs et décideurs politiques pour une agriculture intelligente face au climat : actions concrètes

En octobre, le CCAFS a organisé une session de haut niveau présidée par le Ministre de la Recherche et de l'innovation du Burkina Faso, Isaïe Gnissa KONATE. Cette session regroupait des acteurs du niveau sous régional (en Afrique de l'Ouest) – CORAF, ROPPA, CEDEAO, WASCAL, Banque Mondiale, ... – et du niveau national – Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et le Ministère des Ressources Animales.